

"Limitation des armements et désarmement". Le degré de priorité que l'on accorde à l'une ou à l'autre section est en fait une question de préférence. Il est évident que la menace la plus lourde qui pèse aujourd'hui sur la sécurité des Canadiens et des Canadiennes, et sans aucun doute sur celle de tous les autres pays, est l'éventualité d'un recours aux armes nucléaires stratégiques. C'est pourquoi les relations entre l'URSS et l'Occident constituent le facteur clé de la sécurité canadienne.

Deuxième ligne directrice, on peut distinguer différentes catégories de menaces pour la sécurité canadienne, tant en fonction de leur nature qu'en fonction de leur imminence, deux critères qui ne vont pas nécessairement de pair. Il est malaisé cependant de classer les différentes menaces directes pesant sur la sécurité canadienne et faisant intervenir le recours à la force, si l'on exclut la guerre nucléaire globale. Si on le compare à la plupart des autres pays du monde, le Canada est relativement bien loti, mais il n'est pas complètement à l'abri des troubles et des conflits survenant ailleurs dans le monde, que ce soit lorsqu'il s'agit d'importer certains produits de base comme le pétrole, de réagir à l'arrivée massive de réfugiés illégaux, ou encore de composer avec l'évolution des marchés des céréales. La notion de "sécurité" prise dans cette acception plus large, n'a pas été envisagée ici sous tous ses aspects, mais on peut déduire des différentes questions abordées ici que les intérêts canadiens sont d'envergure mondiale et que les efforts diplomatiques soutenus peuvent en favoriser davantage la défense que les moyens militaires conventionnels. Quoi qu'il en soit, aucun gouvernement n'a la capacité, ou l'obligation d'accorder la même attention à toutes les éventualités menaçant la sécurité nationale. Implicitement ou explicitement, les gouvernements se doivent d'adopter un certain ordre de priorités en fonction de la perception qu'ils ont des intérêts nationaux.

Troisièmement, il est possible que le lecteur s'interroge sur la question de savoir quelles sont *en fait* les priorités du gouvernement. Peut-être nos lecteurs se souviendront-ils qu'en 1970, le gouvernement avait essayé d'établir des priorités en matière de politique étrangère;